

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/Q2/IDN/8

14 mai 1997

(97-2013)

**Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

SUBVENTIONS

Réponses aux questions posées par le JAPON¹, la COREE², la COMMUNAUTE
EUROPEENNE³, la THAILANDE⁴ et les ETATS-UNIS⁵ concernant
la notification de mise à jour de l'INDONESIE⁶

La Mission permanente de l'Indonésie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après,
datée du 28 avril 1997.

REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR LE JAPON

Q. Régime d'exonération fiscale

L'Indonésie aurait décidé de remettre en vigueur le régime d'exonération de l'impôt sur le revenu des personnes morales (régime d'exonération fiscale) au mois de juillet. A cet égard, l'Indonésie pourrait-elle répondre aux questions suivantes?

- **Quelles mesures sont prévues dans le cadre de ce régime? (Veuillez donner une description détaillée.)**
- **Quelles branches d'activité seront désignées comme pouvant bénéficier de ce régime?**
- **L'Indonésie notifiera-t-elle ce régime au Comité des subventions et des mesures compensatoires? Dans l'affirmative, au titre de quel article de l'Accord SMC?**

¹G/SCM/Q2/IDN/3 + Rev.1.

²G/SCM/Q2/IDN/1.

³G/SCM/Q2/IDN/4 + G/SCM/Q2/IDN/6.

⁴G/SCM/Q2/IDN/2.

⁵G/SCM/Q2/IDN/5.

⁶G/SCM/N/16/IDN.

Réponse

En juillet 1996, le gouvernement indonésien a mis en place un régime d'incitation fiscale en faveur des branches de production remplissant les conditions requises. Ce régime prévoit la prise en charge par le gouvernement de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur les dividendes pendant une période déterminée. Les branches de production remplissant les conditions requises seront désignées comme bénéficiaires. Les dispositions devant définir les conditions auxquelles une branche de production doit répondre sont en cours d'élaboration.

L'Indonésie compte notifier ce régime au Comité des subventions et des mesures compensatoires dès qu'il sera achevé.

REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR LA COREE

Q. Les Membres doivent, conformément à l'article 25 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, notifier chaque année toutes les subventions spécifiques et, en vertu d'une décision de juillet 1995 du Comité, présenter de nouvelles notifications complètes tous les trois ans (à partir de 1995) et, dans l'intervalle, des notifications de mise à jour.

Or, l'Indonésie n'a communiqué, en juillet 1995, que des renseignements concernant les subventions qu'elle accordait.

L'Indonésie a-t-elle l'intention de présenter de nouvelles notifications complètes conformément à l'Accord?

Réponse

L'Indonésie compte présenter de nouvelles notifications complètes conformément à l'Accord dès que celles-ci seront achevées.

REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR LA COMMUNAUTE EUROPEENNE

La Communauté invite l'Indonésie à fournir des éclaircissements sur les programmes notifiés et à expliquer pourquoi un certain nombre de mesures n'ont pas été notifiées conformément aux dispositions de l'article 25.8 de l'Accord sur les subventions. L'Indonésie est priée de présenter ses réponses lors de la prochaine réunion du Comité des subventions chargé d'examiner les notifications conformément à l'article 25.1.

Le 30 juin 1995, l'Indonésie a fait parvenir à l'OMC, au titre de l'article XVI:1 du GATT de 1947 et de l'article 25 de l'Accord de l'OMC sur les subventions, la notification de ses programmes de subventions. A cet égard, la Communauté européenne aimerait avoir des précisions sur un certain nombre de programmes, énumérés ci-après. Par ailleurs, la Communauté possède des renseignements concernant divers programmes de subventions qui n'ont pas été notifiés à l'OMC alors qu'il semble qu'ils auraient dû l'être en application de l'article 25.2 de l'Accord sur les subventions. La Communauté souhaiterait en outre, pour chaque programme, que l'Indonésie explique comment elle envisage de s'acquitter ou s'acquitte actuellement des obligations qui lui incombent au titre de l'article 27.4 de l'Accord sur les subventions.

I. PROGRAMMES DE SUBVENTIONS NOTIFIES

Q. a) Aide publique à la production de riz

La Communauté considère que l'Indonésie n'a pas établi sa notification en suivant le mode de présentation du questionnaire. Elle demande à ce pays de fournir les informations requises en respectant ce mode de présentation.

L'Indonésie pourrait-elle préciser si elle envisage de supprimer progressivement ces subventions?

Réponse

S'agissant de l'aide publique indonésienne à la production de riz, l'Indonésie a communiqué sa dernière notification en matière de subventions le 30 juin 1995 (document G/SCM/N/3/IDN, daté du 19 juillet 1995); celle-ci n'a donc pas pu être élaborée selon le mode de présentation adopté par le Comité le 21 juillet 1995. Les objectifs de cette politique sont d'améliorer le niveau de vie très faible des agriculteurs des zones rurales et de promouvoir l'autosuffisance dans la production du riz. Néanmoins, l'aide publique a été réduite sensiblement depuis 1992 comme en témoignent les notifications de l'Indonésie.

II. PROGRAMMES DE SUBVENTIONS NON NOTIFIES A L'OMC

La Communauté a examiné les différentes politiques adoptées par les autorités indonésiennes en ce qui concerne les mesures d'incitation pour l'industrie locale. Elle a constaté qu'il existe un certain nombre de programmes qui n'ont pas été notifiés à l'OMC.

Q. a) Avantages accordés dans le cadre du programme Pennaman Model Asing (PMA)

Conformément à la Loi sur l'investissement étranger, les sociétés étrangères peuvent investir et mener des activités en Indonésie par l'intermédiaire d'une coentreprise constituée avec un partenaire indonésien pour une période maximale de 30 ans. Ces coentreprises sont désignées sous le nom de sociétés PMA dans la législation. L'objectif du programme PMA est d'attirer les investissements étrangers et de développer les activités d'exportation en Indonésie.

La création de sociétés PMA doit être autorisée par le Président par l'intermédiaire du Bureau indonésien de coordination des investissements. La législation applicable énonce un certain nombre de conditions à remplir concernant par exemple le montant minimal des capitaux, le type d'activité, l'actionnariat, etc.

Après approbation des autorités compétentes, les sociétés peuvent bénéficier d'un grand nombre d'avantages:

- **Exonération ou diminution des droits d'importation de 100 pour cent pour les équipements principaux, de 50 pour cent pour les équipements secondaires, de 100 pour cent pour les pièces détachées des équipements principaux, de 100 pour cent pour les matières premières qui ne sont pas disponibles sur place (lorsque le droit est inférieur à 5 pour cent); dans les autres cas, de 50 pour cent ou de 100 pour cent pour les produits fongibles.**
- **Exonération des droits d'importation pour la fabrication de produits d'exportation: l'autorité responsable du programme accorde une exonération des droits**

d'importation et des surtaxes frappant les produits, le matériel et les équipements d'usine importés pour fabriquer des produits devant être exportés. L'exportation doit avoir lieu dans un délai de 12 mois. Si ce n'est pas le cas, le droit est prélevé sur 75 pour cent.

- **Ristourne de droits d'importation:** les sociétés PMA achetant des marchandises et du matériel localement peuvent bénéficier d'une ristourne des droits d'importation payés par l'importateur. Une demande doit être présentée à l'autorité compétente.
- **Ristourne de droits d'importation pour la fabrication de produits d'exportation:** les fabricants qui exportent au moins 65 pour cent de leur production peuvent bénéficier d'une ristourne sur les marchandises et le matériel importés utilisés dans le processus de production.
- **Exonération de l'impôt retenu à la source sur les importations:** les sociétés PMA peuvent bénéficier d'une exonération de ce type d'impôt sur les biens d'équipement et les matières premières pour le reste de l'année civile.
- **Paiement différé de la taxe sur la valeur ajoutée:** les sociétés PMA peuvent demander directement un paiement différé de la TVA sur les marchandises et le matériel figurant sur une liste officielle.

La Communauté invite l'Indonésie à présenter une notification sur ce programme au titre de l'article 25.

Réponse

Le gouvernement indonésien élabore actuellement une notification qui sera communiquée en temps voulu au Comité selon le mode de présentation convenu.

Q. b) Zone industrielle travaillant pour l'exportation

Le gouvernement indonésien a créé sur son territoire un certain nombre de zones industrielles travaillant pour l'exportation. Ces zones accueillent des sociétés fabricant des produits d'exportation.

Une société autorisée à produire dans une zone travaillant pour l'exportation bénéficie d'un certain nombre d'avantages: elle peut importer les matières premières et les équipements requis pour la production en franchise de droits d'importation et autres prélèvements imposés par l'Etat.

Q. c) Autorité chargée de la zone franche

L'autorité chargée de la zone franche est une nouvelle société d'état à responsabilité limitée dont la principale fonction est de déréglementer les activités à l'intérieur de la zone. Une zone franche peut être définie comme une zone relevant d'un territoire douanier où peuvent être transformées des marchandises importées en franchise de droits et prélèvements.

Les marchandises importées qui sont réexportées ne sont passibles d'aucun droit ou prélèvement. Ces droits sont prélevés si les marchandises ne sont pas exportées mais importées sur le territoire douanier indonésien. Les sociétés implantées dans la zone franche doivent exporter au moins 85 pour cent de leur production. Elles peuvent par ailleurs bénéficier d'une ristourne

des droits d'importation sur les marchandises qui sont ultérieurement exportées. Ces avantages semblent être subordonnés aux résultats à l'exportation.

Par conséquent, la Communauté souhaiterait savoir pourquoi ces programmes n'ont pas été notifiés à l'OMC. Elle invite l'Indonésie à présenter une notification au titre de l'article 25. Elle aimerait que ce pays indique, d'une part s'il estime que chacun de ces programmes est compatible avec les obligations découlant de l'Accord sur les subventions et, d'autre part s'il envisage d'éliminer progressivement ces subventions.

Réponse aux questions b) et c)

Les sociétés implantées dans des zones franches ne sont pas tenues d'exporter au moins 85 pour cent des produits qu'elles fabriquent. Elles sont autorisées à importer dans la zone douanière indonésienne un maximum de 25 pour cent de la valeur de la production exportée, en acquittant les droits d'importation et les prélèvements imposés par l'Etat. Les produits, qui ne sont pas exportés des zones douanières indonésiennes ou n'y sont pas importés, sont exonérés des droits d'importation et des prélèvements imposés par l'Etat selon le traitement applicable aux produits exportés. Les avantages en question ne sont donc pas subordonnés aux résultats à l'exportation.

REPONSES AUX QUESTIONS COMPLEMENTAIRES DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE

Q. 1) Nous croyons comprendre que les sociétés exerçant leurs activités dans les zones industrielles travaillant pour l'exportation en Indonésie peuvent obtenir une exemption de droits pour les machines et les matériaux non incorporés importés, à la condition qu'elles exportent le produit final. Etant donné que les machines et matériaux en question ne sont pas utilisés dans le processus de production, cette mesure ne rentre pas dans le cadre d'un système de ristourne mais constitue bel et bien une subvention à l'exportation.

L'Indonésie peut-elle confirmer notre interprétation et notifier cette subvention?

Réponse

L'exemption de droits d'importation est applicable aux importations de biens d'équipement et de matériel destinés aux zones franches à condition que les marchandises importées fassent partie intégrante du processus global de production.

Q. 2) L'Indonésie pourrait-elle expliquer la différence entre "zones industrielles travaillant pour l'exportation" et "zones franches"?

Réponse

Depuis le 4 juin 1996, il n'existe plus en Indonésie de zones industrielles travaillant pour l'exportation, mais des zones franches.

REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR LA THAILANDE

Programmes de subventions n'ayant pas été notifiés à l'OMC

Q. 1) Prière de donner des précisions sur les zones franches pour l'industrie d'exportation et les entrepôts industriels pour l'exportation de l'Indonésie, conformément au processus de notification.

Réponse

Le Règlement gouvernemental n° 33 daté du 4 juin 1996 regroupe les zones franches pour l'industrie d'exportation et les entrepôts industriels pour l'exportation sous la désignation de zones franches. Les avantages accordés aux zones franches, tels que l'exonération des droits d'importation et des prélèvements de l'Etat, ne sont pas considérés comme des subventions conformément à l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et ne sont donc pas notifiés.

Q. 2) L'Indonésie maintient-elle des programmes d'incitations à l'exportation, tels que des avantages tarifaires et fiscaux, pendant la période visée par la notification? Dans l'affirmative, prière de donner des précisions suivant le mode de présentation des notifications.

Réponse

Oui, sous la forme d'un système de ristourne. Les nouvelles notifications complètes seront communiquées suivant le mode de présentation des notifications convenu dès qu'elles seront achevées.

REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR LES ETATS-UNIS

Section I: Programmes notifiés

Q. Pourriez-vous fournir les renseignements additionnels et/ou plus détaillés concernant le programme notifié "Aide publique à la production de riz", qui ne sont pas portés dans votre notification mais qui figurent parmi les prescriptions en matière de notification, à savoir: la période couverte par la notification, l'objectif et/ou l'objet de la notification; le fondement et la législation correspondants, la forme de la subvention, ses modalités, la durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention, y compris la date de son institution/de sa mise en application, ainsi que toute donnée statistique permettant d'évaluer ses effets sur le commerce?

Réponse

L'Indonésie a communiqué sa dernière notification en matière de subventions le 30 juin 1995 (document G/SCM/N/3/IDN, daté du 19 juillet 1995); celle-ci n'a donc pas pu être élaborée selon le mode de présentation adopté par le Comité le 21 juillet 1995. Les renseignements demandés sont en cours de préparation.

Section II: Programmes non notifiés

Q. Pourriez-vous fournir des informations sur les programmes ci-après qui ne figurent pas dans la notification de l'Indonésie mais qui répondent peut-être aux prescriptions en matière de notification contenues dans le GATT de 1994 et/ou l'Accord SMC? Si ces programmes sont englobés d'une certaine manière dans la notification de l'Indonésie, prière d'expliquer de quelle manière. Sinon, pourriez-vous donner des informations sur les éléments que contient le modèle de notification ou indiquer, pour chacun de ces programmes, sur quoi l'Indonésie s'est fondée pour considérer qu'il ne répondait pas aux prescriptions en matière de notification ci-dessus:

A. Réduction des droits d'importation pour les parties et accessoires d'automobiles, et allègement de la taxe sur les ventes pour les véhicules finis qui répondent à certaines prescriptions concernant la teneur en produits locaux.

Réponse

Veuillez vous reporter à la notification de mise à jour figurant dans le document G/SCM/N/16/IND, daté du 13 janvier 1997, présentée conformément à l'article XVI:1 du GATT de 1994 et à l'article 25 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

B. Selon les renseignements rassemblés dans le cadre de l'examen de la politique commerciale de l'Indonésie de 1994, certaines mesures adoptées par l'Indonésie agissent directement sur les exportations. Il s'agit des mesures ci-après:

Q. 1) Ristournes et exonérations de droit

Réponse

Le gouvernement indonésien considère que le système de ristourne de droits n'a pas à être notifié.

Q. 2) Encouragement et aide aux exportations

Autorité: Agence nationale pour le développement des exportations (NAFED), rattachée au Ministère du commerce et qui relève de l'Office de soutien aux exportations.

Réponse

La NAFED est un organisme public chargé d'appliquer un programme de promotion du commerce d'exportation des produits autres que le pétrole et le gaz. Elle ne verse aux exportateurs aucune contribution financière ni aucune subvention telle que don, prêt ou apport en capital. En fait, la NAFED bénéficie encore, pour le développement de ses activités, de l'aide technique et financière d'institutions internationales telles que le Centre du commerce international CNUCED/OMC et de pays donateurs.

L'Office de soutien aux exportations fournit une aide technique aux petites et moyennes entreprises.

Q. 3) Financement à l'exportation

Réponse

En ce qui concerne le financement à l'exportation, il a été reconnu, lors de l'examen de la politique commerciale de l'Indonésie de 1994, que, depuis 1993, les taux d'intérêt demandés pour ce type de facilités ne sont plus préférentiels mais fixés au niveau du marché sur la base du SIBOR augmenté d'une marge spécifique. La politique indonésienne dans ce domaine est donc compatible avec l'Accord SMC.

Q. 4) Garanties de crédit et assurance-crédit à l'exportation

Autorité: PT ASEI

Réponse

Les activités de la PT ASEI ne peuvent pas être considérées comme constituant un subventionnement à l'exportation. Cette société opère dans le secteur des assurances selon des conditions commerciales normales et ne tire aucun avantage de son statut d'entreprise publique.

Q. C. Selon un article paru dans l'Economist (3 septembre 1994), le gouvernement a accordé des subventions d'un montant total de 185 millions de dollars à l'entreprise publique de fabrication d'aéronefs IPTN.

Réponse

Le gouvernement indonésien détermine actuellement la nature de l'aide fournie à IPTN, notamment en ce qui concerne le montant de 185 millions de dollars. Cette aide sera notifiée s'il y a lieu.

D. Le numéro de janvier 1995 de l'Economist Intelligence Unit contient une liste, reproduite ci-après, de programmes ou mesures qui semblent constituer des subventions spécifiques au sens de l'Accord SMC.

Q. 1) Incitations à l'industrie pétrolière annoncées par le gouvernement indonésien en janvier 1994.

Réponse

Avant de répondre sur ce point, le gouvernement indonésien souhaiterait recevoir de plus amples informations sur la nature précise des incitations évoquées.

Q. 2) Aide à certaines industries prévue à l'article 31A de la Loi fiscale indonésienne.

Réponse

L'article 31A de la Loi fiscale indonésienne prévoit des incitations fiscales en faveur des branches de production remplissant les conditions requises. Les dispositions devant déterminer les conditions auxquelles ces branches de production doivent répondre sont en cours d'élaboration.

Q. 3) Incitations à l'investissement dans les régions isolées (les provinces d'Irian Jaya, Moluccas, Timor oriental, Nusatenggara est et ouest, les quatre provinces de Sulawesi, toutes les provinces de Kalimantan, ainsi que Bengkulu et Jambi à Sumatra).

Réponse

Les incitations fiscales accordées aux branches de production remplissant les conditions requises et aux régions isolées au titre de l'article 31A de la Loi fiscale indonésienne prennent les formes suivantes:

- a) Allongement du report des pertes sur l'exercice postérieur.
- b) Amortissement accéléré.
- c) Taux d'imposition réduit sur les dividendes versés aux non-résidents.

Q. 4) Exemption des droits d'importation et de la taxe sur la valeur ajoutée pour les matériaux et les produits intermédiaires qui entrent dans la fabrication de produits d'exportation.

Réponse

L'exemption des droits d'importation relève de système de ristourne de droits. La taxe sur la valeur ajoutée est remboursée pour tous les produits intermédiaires qui entrent dans la fabrication de produits d'exportation.